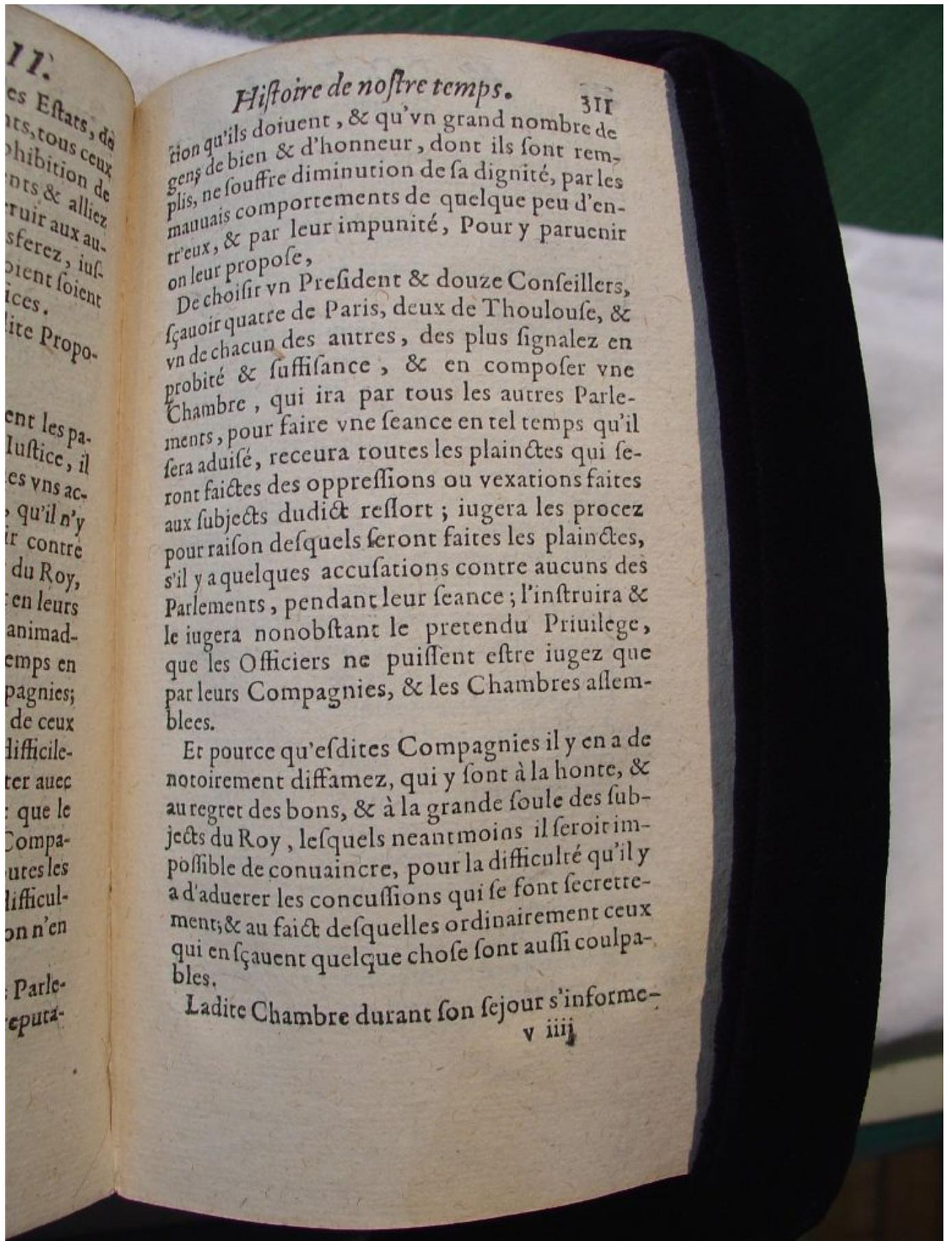


1617_311.jpg



Histoire de nostre temps.

311

tion qu'ils doiuent, & qu'un grand nombre de gens de bien & d'honneur, dont ils sont remplis, ne souffre diminution de sa dignité, par les mauvais comportements de quelque peu d'entre eux, & par leur impunité, Pour y paruenir on leur propose,

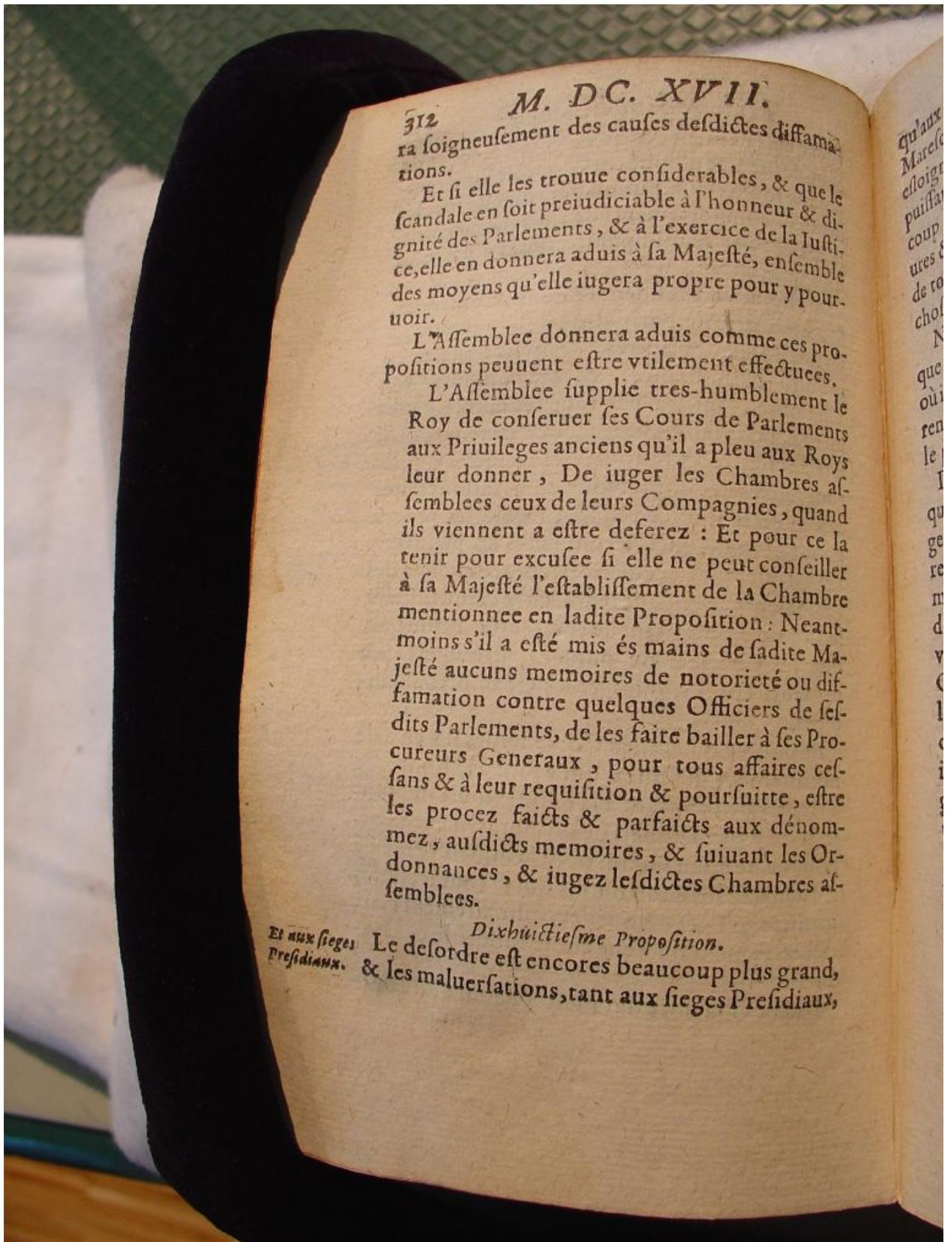
De choisir vn President & douze Conseillers, sçauoir quatre de Paris, deux de Thoulouse, & vn de chacun des autres, des plus signalez en probité & suffisance, & en composer vne Chambre, qui ira par tous les autres Parlements, pour faire vne seance en tel temps qu'il sera aduisé, recevra toutes les plainctes qui seront faictes des oppressions ou vexations faites aux subjects dudict ressort; iugera les procez pour raison desquels seront faites les plainctes, s'il y a quelques accusations contre aucuns des Parlements, pendant leur seance; l'instruira & le iugera nonobstant le pretendu Priuilege, que les Officiers ne puissent estre iugez que par leurs Compagnies, & les Chambres assemblees.

Et pource qu'esdites Compagnies il y en a de notoirement diffamez, qui y sont à la honte, & au regret des bons, & à la grande soule des subjects du Roy, lesquels neantmoins il seroit impossible de conuaincre, pour la difficulté qu'il y a d'aduerer les concussions qui se font secretement, & au faict desquelles ordinairement ceux qui en sçauent quelque chose sont aussi coupables.

Ladite Chambre durant son sejour s'informe-

v iiii

1617_312.jpg



312 M. DC. XVII.
ra soigneusement des causes desdictes diffama-
tions.

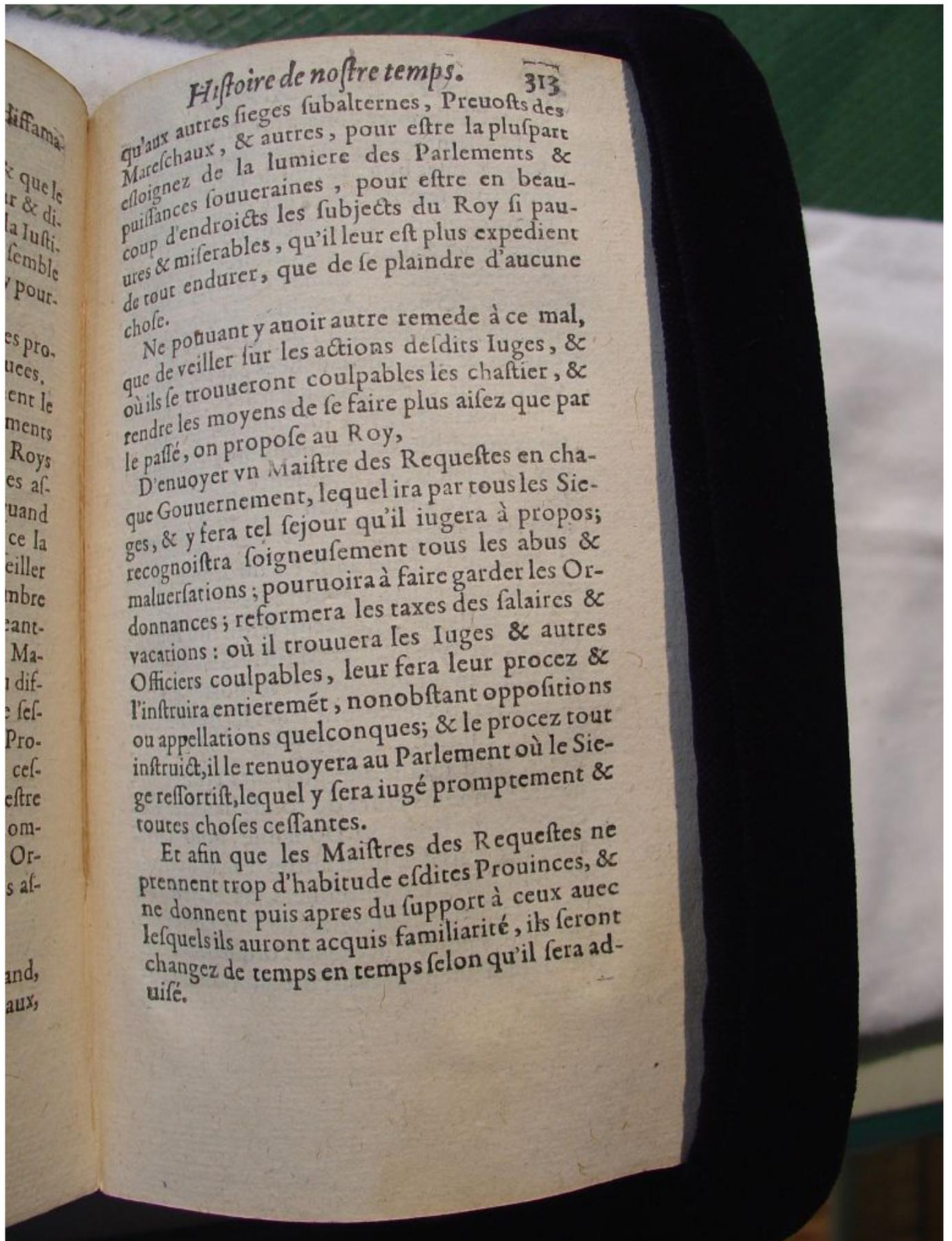
Et si elle les trouue considerables, & que le
scandale en soit preiudiciable à l'honneur & di-
gnité des Parlements, & à l'exercice de la Iusti-
ce, elle en donnera aduis à sa Majesté, ensemble
des moyens qu'elle iugera propre pour y pour-
voir.

L'Assemblée donnera aduis comme ces pro-
positions peuent estre vtilement effectuees.

L'Assemblée supplie tres-humblement le
Roy de conseruer ses Cours de Parlements
aux Priuileges anciens qu'il a pleu aux Roys
leur donner, De iuger les Chambres as-
semblees ceux de leurs Compagnies, quand
ils viennent a estre deferez : Et pour ce la
tenir pour excusée si elle ne peut conseiller
à sa Majesté l'establissement de la Chambre
mentionnee en ladite Proposition : Neant-
moins s'il a esté mis és mains de sadite Ma-
jesté aucuns memoires de notorieté ou dif-
famation contre quelques Officiers de ses-
dits Parlements, de les faire bailler à ses Pro-
cureurs Generaux, pour tous affaires ces-
sans & à leur requisition & poursuite, estre
les procez faitz & parfaits aux dénom-
mez, ausdicts memoires, & suiuant les Or-
donnances, & iugez lesdictes Chambres as-
semblees.

Dixhuitiesme Proposition.
Et aux sieges Presidiaux. Le desordre est encores beaucoup plus grand,
& les maluersations, tant aux sieges Presidiaux,

1617_313.jpg



Histoire de nostre temps. 313

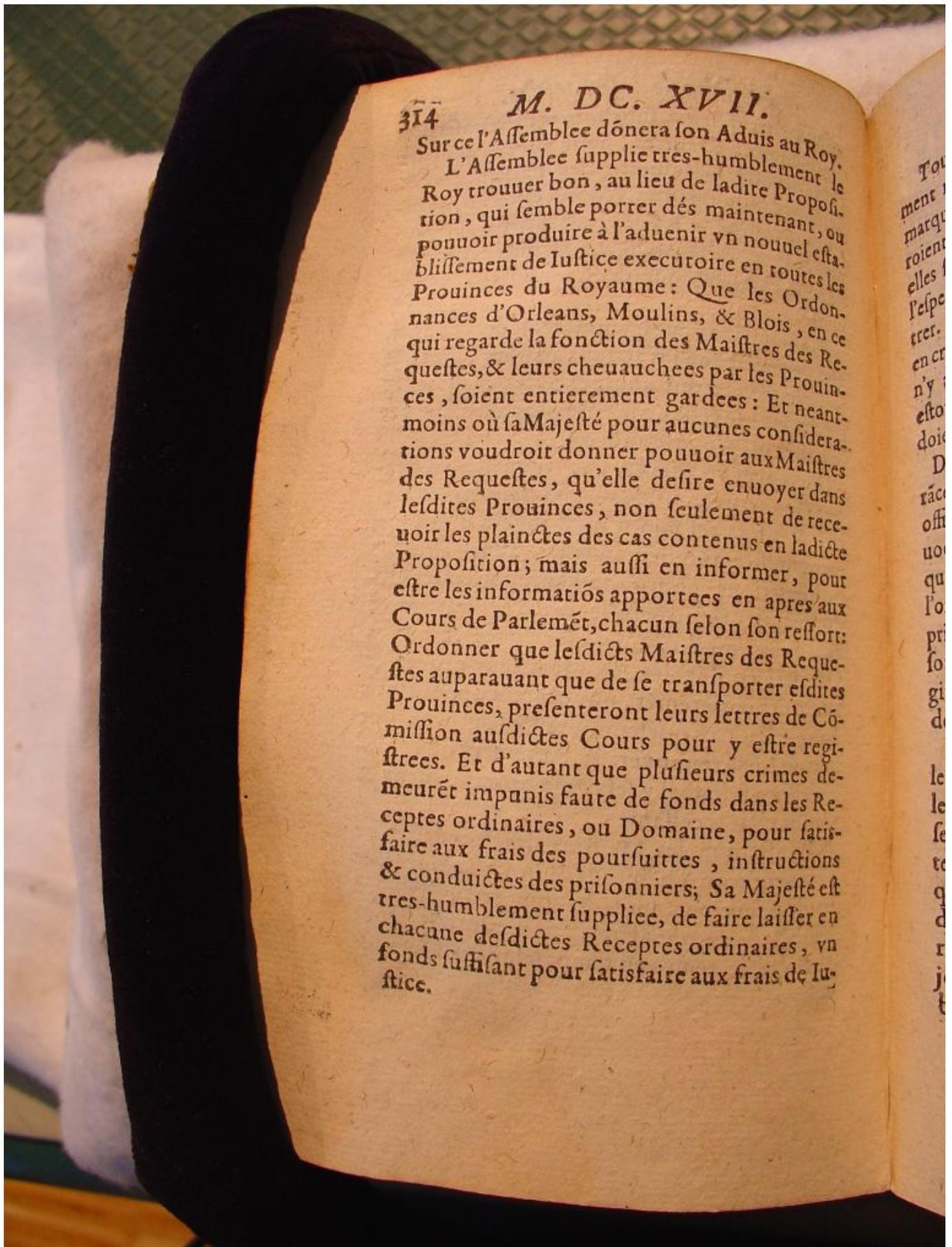
qu'aux autres sieges subalternes, Preuosts des
Marschaux, & autres, pour estre la pluspart
esloignez de la lumiere des Parlements &
puissances souueraines, pour estre en beau-
coup d'endroits les subjects du Roy si pau-
ures & miserables, qu'il leur est plus expedient
de tout endurer, que de se plaindre d'aucune
chose.

Ne potuant y auoir autre remede à ce mal,
que de veiller sur les actions desdits Iuges, &
où ils se trouueront coupables les chastier, &
rendre les moyens de se faire plus aisez que par
le passé, on propose au Roy,

D'enuoyer vn Maistre des Requestes en cha-
que Gouvernement, lequel ira par tous les Sie-
ges, & y fera tel sejour qu'il iugera à propos;
reconoistra soigneusement tous les abus &
maluersations; pouruoirà faire garder les Or-
donnances; reformera les taxes des salaires &
vacations: où il trouuera les Iuges & autres
Officiers coupables, leur fera leur procez &
l'instruira entieremét, nonobstant oppositions
ou appellations quelconques; & le procez tout
instruict, il le renuoyera au Parlement où le Sie-
ge ressortist, lequel y sera iugé promptement &
toutes choses cessantes.

Et afin que les Maistres des Requestes ne
prennent trop d'habitude esdites Prouinces, &
ne donnent puis apres du support à ceux avec
lesquels ils auront acquis familiarité, ils seront
changez de temps en temps selon qu'il sera ad-
uisé.

1617_314.jpg



314

M. DC. XVII.

Sur ce l'Assemblée dōnera son Aduis au Roy.
L'Assemblée supplie tres-humblement le
Roy trouuer bon, au lieu de ladite Proposi-
tion, qui semble porrer dēs maintenant, ou
pouuoir produire à l'aduenir vn nouuel esta-
blissement de Iustice executoire en toutes les
Prouinces du Royaume: Que les Ordon-
nances d'Orleans, Moulins, & Blois, en ce
qui regarde la fonction des Maistres des Re-
questes, & leurs cheuauchees par les Prouin-
ces, soient entierement gardees: Et neant-
moins où sa Majesté pour aucunes considera-
tions voudroit donner pouuoir aux Maistres
des Requestes, qu'elle desire enuoyer dans
lesdites Prouinces, non seulement de rece-
uoir les plainctes des cas contenus en ladicte
Proposition; mais aussi en informer, pour
estre les informatiōs apportees en apres aux
Cours de Parlemēt, chacun selon son ressort:
Ordonner que lesdicts Maistres des Reque-
stes auparauant que de se transporter esdites
Prouinces, presenteront leurs lettres de Cō-
mission ausdictes Cours pour y estre regi-
strees. Et d'autant que plusieurs crimes de-
meurēt impunis faute de fonds dans les Re-
ceptes ordinaires, ou Domaine, pour satis-
faire aux frais des poursuittes, instructions
& conduictes des prisonniers; Sa Majesté est
tres-humblement suppliee, de faire laisser en
chacune desdictes Receptes ordinaires, vn
fonds suffisant pour satisfaire aux frais de Iu-
stice.

Tou
ment
marqu
roient
elles
l'espe
trer.
en cr
n'y
esto
doie
D
râc
offi
uo
qu
l'o
pr
fo
gi
d
le
le
se
te
q
d
r
j
t

1617_315.jpg

Histoire de nostre temps.

315

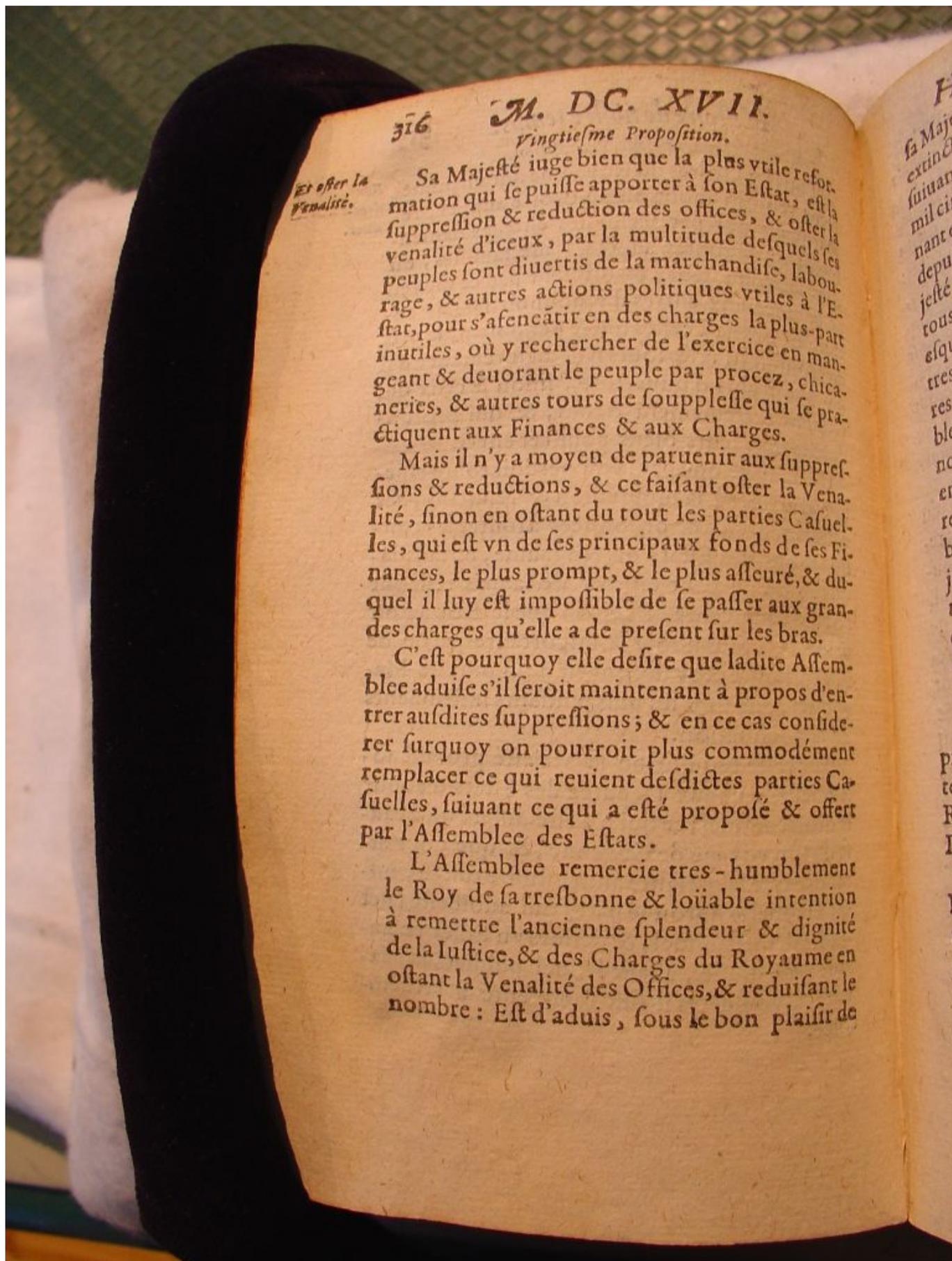
Dixneuuesiesme Proposition.

Tous les Ordres du Royaume ont vnanimement requis l'abolition du droit annuel, re- *Rouquet le droit annuel.*
 marquans que par iceluy les charges demeu-
 roient quasi toutes affectees aux familles, où
 elles se trouuoient, & ostioient par ce moyen
 l'esperance aux autres d'y pouuoir iamais en-
 trer. Et quant à celles qui se vendoyent, le prix
 en croissoit tous les iours si demesurément qu'il
 n'y auoit plus d'ouuerture, sinon à ceux qui
 estoient extremement riches, & qui profon-
 doient tous leurs biens pour cét effect.

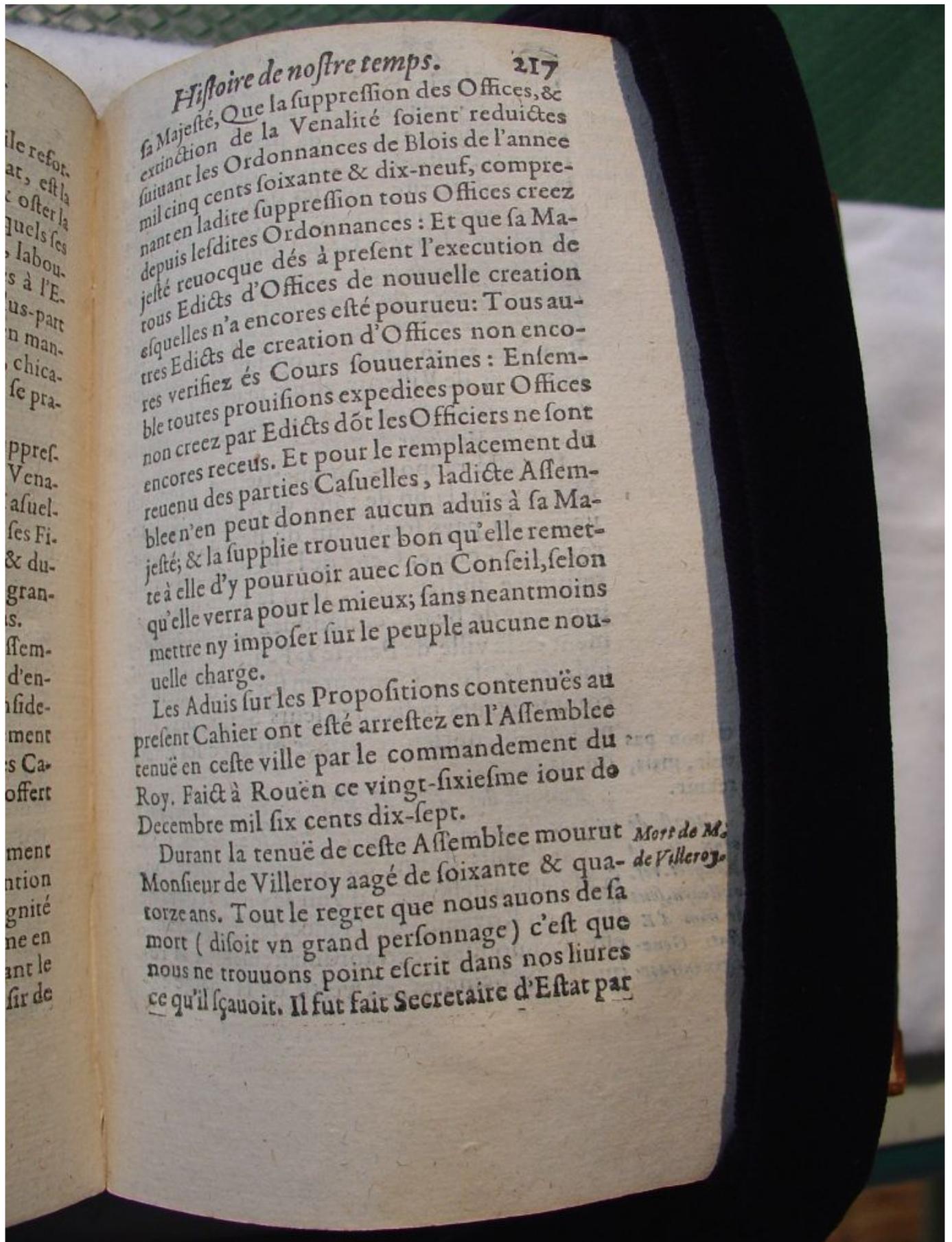
D'auantage que par là on perdoit toute espe-
 rance d'atriuer à la suppression & reduction des
 offices requises & ordonnees à toutes les con-
 uocations des Estats du Royaume, & sans la-
 quelle on ne peut esperer de iamais restablir
 l'ordre dans iceluy. Et en fin que le Roy estoit
 priué de la plus noble & importante partie de
 son aauthorité Royale, qui est de choisir les Ma-
 gistrats, qui sont les plus puissants instruments
 de sa domination.

Sur ceste requisition sa Majesté promist so-
 lemnellement aux Deputez des Estats d'abolir
 le droit annuel; ce qui n'a esté differé qu'à cau-
 se de son voyage de Guyenne, & que pour at-
 tendre que la presente annee fust expiree, ius-
 qu'à laquelle duroit le party qui auoit esté faict
 dudit droit annuel; & deslors vn Edict en au-
 roit esté dressé, auant lequel publier, sa Ma-
 jesté a voulu qu'il fust representé à l'Assem-
 blee.

1617_316.jpg



1617_317.jpg



Histoire de nostre temps.

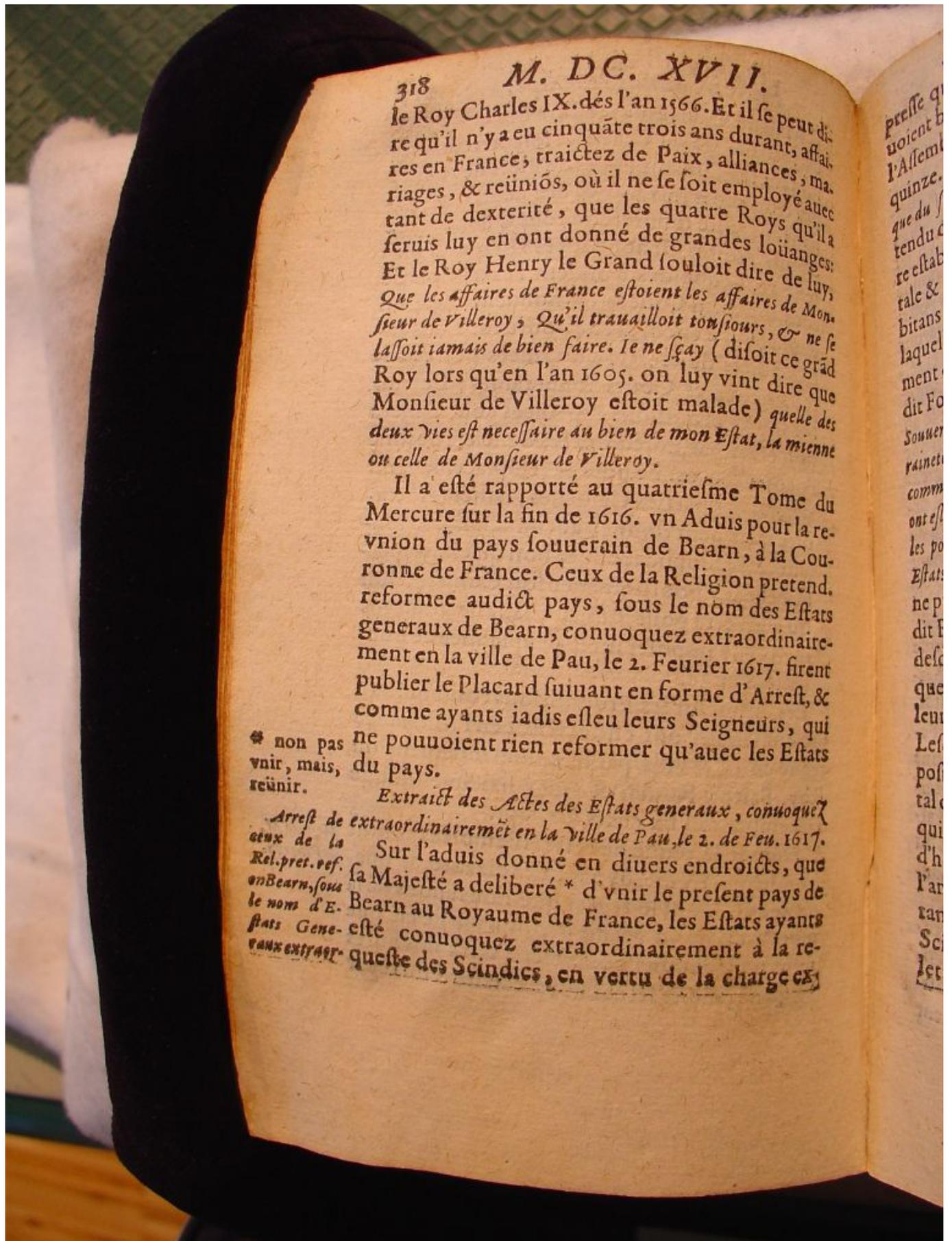
217

sa Majesté, Que la suppression des Offices, & l'extinction de la Venalité soient reduictes suivant les Ordonnances de Blois de l'année mil cinq cents soixante & dix-neuf, comprenant en ladite suppression tous Offices creéz depuis lesdites Ordonnances: Et que sa Majesté reuocque dès à present l'execution de tous Edicts d'Offices de nouvelle creation lesquelles n'a encores esté pourueu: Tous autres Edicts de creation d'Offices non encores verifiez és Cours souueraines: Ensemble toutes prouisions expedices pour Offices non creéz par Edicts d'Officiers ne sont encores receus. Et pour le remplacement du reuenue des parties Casuelles, ladicte Assemblée n'en peut donner aucun aduis à sa Majesté; & la supplie trouuer bon qu'elle remette à elle d'y pouruoir avec son Conseil, selon qu'elle verra pour le mieux; sans neantmoins mettre ny imposer sur le peuple aucune nouvelle charge.

Les Aduis sur les Propositions contenuës au present Cahier ont esté arrestez en l'Assemblée tenuë en ceste ville par le commandement du Roy. Fait à Rouën ce vingt-sixiesme iour de Decembre mil six cents dix-sept.

Durant la tenuë de ceste Assemblée mourut *Mort de M. de Villeroy* Monsieur de Villeroy aagé de soixante & quatorze ans. Tout le regret que nous auons de sa mort (disoit vn grand personnage) c'est que nous ne trouuons point escrit dans nos liures ce qu'il sçauoit. Il fut fait Secretaire d'Etat par

1617_318.jpg



318 M. DC. XVII.

le Roy Charles IX. dès l'an 1566. Et il se peut dire qu'il n'y a eu cinquante trois ans durant, affaires en France, traictez de Paix, alliances, mariages, & reünions, où il ne se soit employé avec tant de dexterité, que les quatre Roys qu'il a seruis luy en ont donné de grandes loüanges: Et le Roy Henry le Grand (ouloit dire de luy, *Que les affaires de France estoient les affaires de Monsieur de Villeroy, Qu'il travailloit tousiours, & ne se lassoit iamais de bien faire. Je ne scay (disoit ce grand Roy lors qu'en l'an 1605. on luy vint dire que Monsieur de Villeroy estoit malade) quelle des deux vies est nécessaire au bien de mon Estat, la mienne ou celle de Monsieur de Villeroy.*

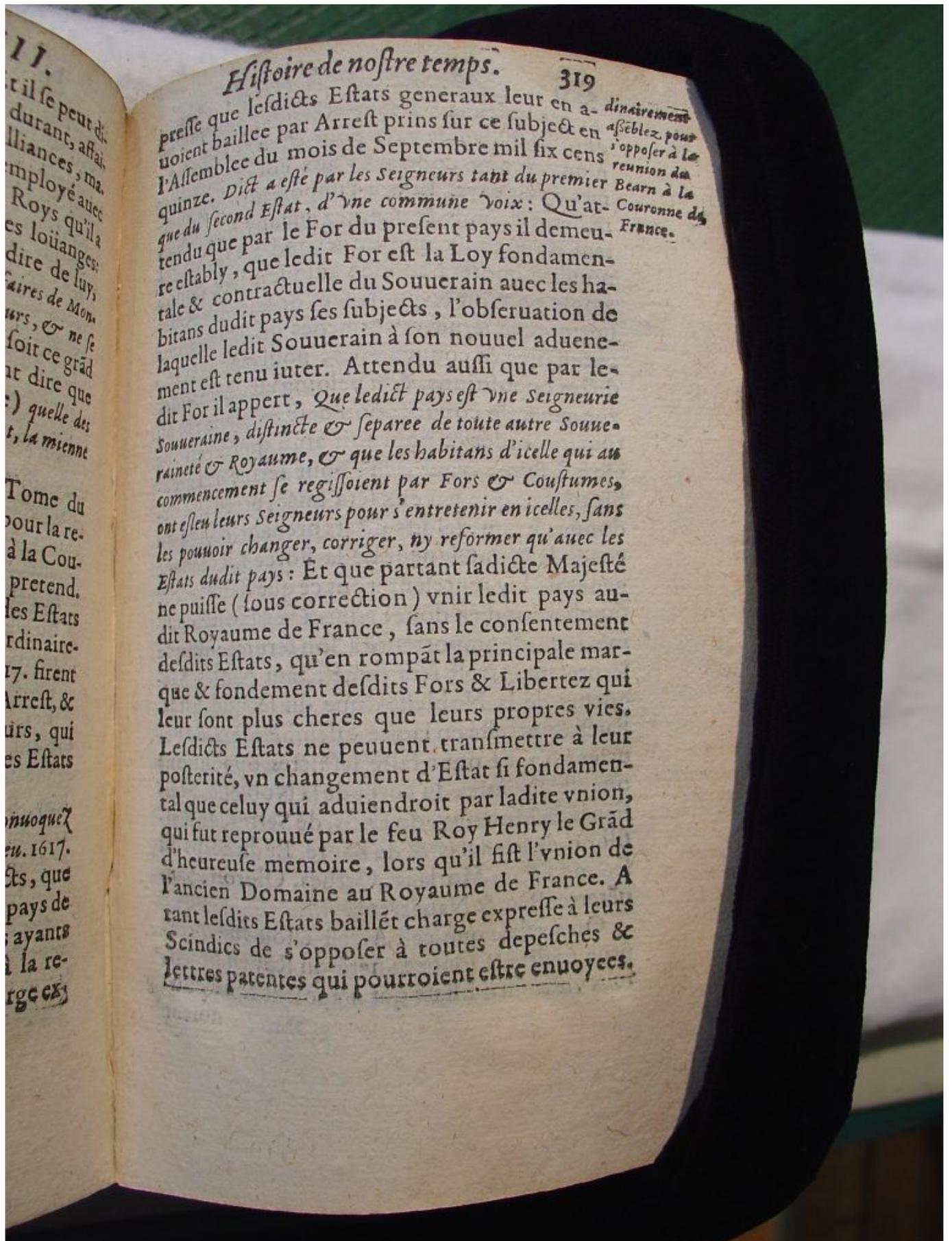
Il a esté rapporté au quatriesme Tome du Mercure sur la fin de 1616. vn Aduis pour la reünion du pays souuerain de Bearn, à la Couronne de France. Ceux de la Religion pretend. reformee audiect pays, sous le nom des Estats generaux de Bearn, conuoquez extraordinairement en la ville de Pau, le 2. Feurier 1617. firent publier le Placard suiuant en forme d' Arrest, & comme ayants iadis esleu leurs Seigneurs, qui ne pouuoient rien reformer qu'avec les Estats du pays.

* non pas vnir, mais, reünir.

Extrait des Actes des Estats generaux, conuoquez extraordinairement en la ville de Pau, le 2. de Fev. 1617.
Arrest de ceux de la Rel. pres. ref. en Bearn, sous le nom d'Estats Generaux extraor.
Sur l'aduis donné en diuers endroits, que sa Majesté a deliberé * d'vnir le present pays de Bearn au Royaume de France, les Estats ayants esté conuoquez extraordinairement à la requeste des Scindics, en vertu de la charge ex

presse q
uoient b
l'Assem
quinze.
que du s
tendu e
re estab
rale &
bitans
laquel
ment
dit Fo
Souuer
raines
comm
ont est
les po
Estat
ne p
dit E
des
que
leur
Les
pos
tal
qui
d'h
l'an
ran
Se
let

1617_319.jpg

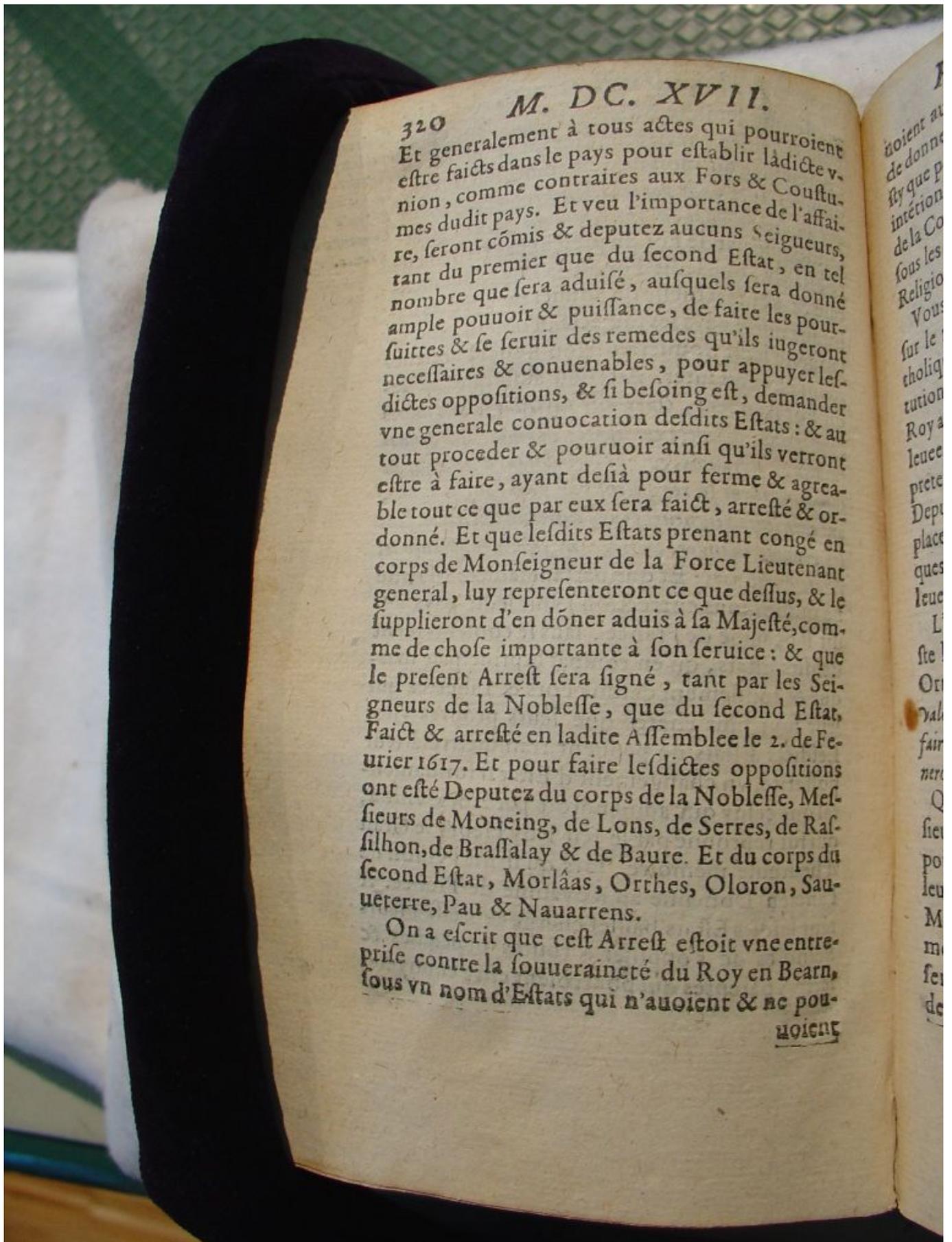


Histoire de nostre temps.

319

presse que lesdicts Estats generaux leur en a-
uoient baillee par Arrest prins sur ce subject en ^{dinairement}
l'Assemblée du mois de Septembre mil six cens ^{assemblez pour}
quinze. ^{s'opposer à la} *Dict a esté par les Seigneurs tant du premier Bearn à la*
que du second Estat, d'une commune voix: Qu'at- Couronne de
tendu que par le For du present pays il demeu- France.
re estably, que ledit For est la Loy fondamen-
tale & contractuelle du Souuerain avec les ha-
bitans dudit pays ses subjects, l'obseruation de
laquelle ledit Souuerain à son nouuel aduene-
ment est tenu iuter. Attendu aussi que par le-
dit For il appert, *Que ledict pays est vne Seigneurie*
Souueraine, distincte & separee de toute autre Souue-
rainerie & Royaume, & que les habitans d'icelle qui au
commencement se regissoient par Fors & Coustumes,
ont esleu leurs Seigneurs pour s'entretenir en icelles, sans
les pouuoir changer, corriger, ny reformer qu'avec les
Estats dudit pays: Et que partant ladicte Majesté
ne puisse (sous correction) vnir ledit pays au-
dit Royaume de France, sans le consentement
desdits Estats, qu'en rompât la principale mar-
que & fondement desdits Fors & Libertez qui
leur sont plus cheres que leurs propres vies.
Lesdicts Estats ne peuuent transmettre à leur
posterité, vn changement d'Estat si fondamen-
tal que celuy qui aduiendroit par ladite vnion,
qui fut repproué par le feu Roy Henry le Grâd
d'heureuse memoire, lors qu'il fist l'vnion de
l'ancien Domaine au Royaume de France. A
rant lesdits Estats baillét charge expresse à leurs
Scindics de s'opposer à toutes depeschés &
lettres patentes qui pourroient estre enuoyees.

1617_320.jpg



320 M. DC. XVII.

Et generallyment à tous actes qui pourroient estre faicts dans le pays pour establir ladicte union, comme contraires aux Fors & Coustumes dudit pays. Et veu l'importance de l'affaire, seront cōmis & deputez aucuns Seigneurs, tant du premier que du second Estat, en tel nombre que sera aduisé, auxquels sera donné ample pouuoir & puissance, de faire les poursuittes & se servir des remedes qu'ils iugeront necessaires & conuenables, pour appuyer lesdictes oppositions, & si besoing est, demander vne generale conuocation desdits Estats : & au tout proceder & pouruoir ainsi qu'ils verront estre à faire, ayant desjà pour ferme & agreable tout ce que par eux sera faict, arresté & ordonné. Et que lesdits Estats prenant congé en corps de Monseigneur de la Force Lieutenant general, luy presenteront ce que dessus, & le supplieront d'en dōner aduis à sa Majesté, comme de chose importante à son seruice : & que le present Arrest sera signé, tant par les Seigneurs de la Noblesse, que du second Estat, Faict & arresté en ladite Assemblée le 2. de Feurier 1617. Et pour faire lesdictes oppositions ont esté Deputez du corps de la Noblesse, Messieurs de Moneing, de Lons, de Serres, de Rasilhon, de Brassalay & de Baure. Et du corps du second Estat, Morlâas, Orthes, Oloron, Sauueterre, Pau & Nauarrens.

On a escrit que cest Arrest estoit vne entreprise contre la souueraineté du Roy en Bearn, sous vn nom d'Estats qui n'auoient & ne pou-
uoient

Image issue du site mercurefrancois.ehess.fr - Cliché (c) Cécile Soudan